



La productivité du travail est-elle vouée à la stagnation ?

Questions à *Michel Fouquin*

■ Comment a évolué la productivité du travail au cours des dernières décennies ?

La productivité du travail, que l'on mesure en rapportant la production aux nombres d'heures travaillées, a connu son heure de gloire pendant les Trente Glorieuses puis a fléchi au point d'évoquer aujourd'hui sa stagnation. De l'après Seconde Guerre mondiale jusqu'au premier choc pétrolier en 1973, les pays d'Europe et le Japon ont connu une période de très forte croissance de leur productivité, nettement supérieure à 4 % par an (6 % pour la France, 9 % pour le Japon), pendant laquelle ils ont comblé une grande partie de leur retard vis-à-vis des États-Unis.

Puis, entre 1973 et 1995, la croissance de la productivité a fléchi dans tous les pays développés : la progression a au moins été divisée par deux en France comme aux États-Unis.

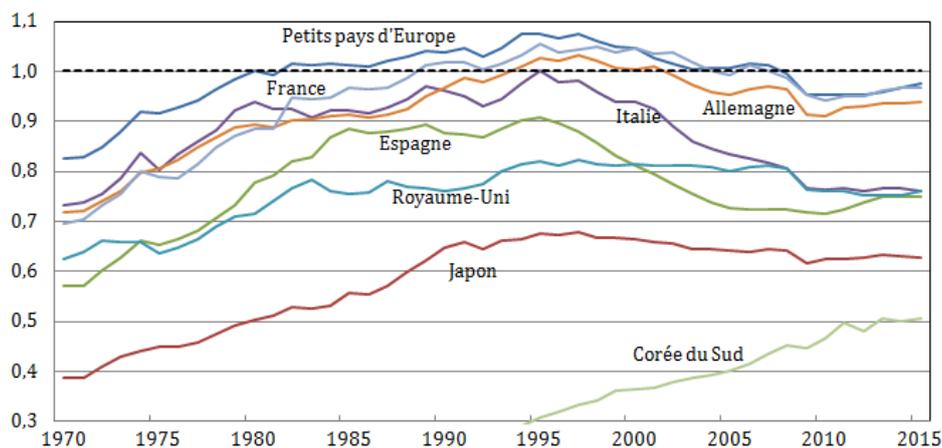
L'écart s'est ensuite creusé, de 1995 à 2006, entre les États-Unis qui bénéficient alors des effets positifs de la « nouvelle économie », avec une progression de leur productivité de 2,2 % par an, et les pays européens au sein desquels la croissance moyenne de la productivité passe en dessous de 1,8 % par an.

Le fléchissement de la croissance de la productivité a depuis lors été général dans les pays développés, avec 0,5 % de gains pour la France et l'Allemagne, tandis que les États-Unis se maintiennent à 1 %. La crise financière de 2007-08 et la crise de la dette de la zone euro en 2010-11 ont fait chuter les gains de productivité comme la croissance économique.

■ À quels niveaux de productivité ce fléchissement a-t-il conduit ?

En dépit de ce fléchissement et abstraction faite des paradis fiscaux et des pays pétroliers, les pays développés conservent les niveaux de productivité horaire les plus élevés (graphique). La France, avec l'Allemagne et les petits pays d'Europe de l'Ouest (Suède, Pays-Bas, Danemark, Belgique), fait partie du peloton de tête tantôt au dessus, tantôt légèrement au-dessous du niveau des États-Unis. L'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni figurent, en revanche, parmi les « décrocheurs » (à environ 75 % du niveau américain en 2014), ainsi que le Japon (en dessous de 65 % en 2014). Mais, progressivement, les pays émergents (comme la Corée du Sud sur le graphique) rattrapent le niveau de productivité des pays développés, avec des niveaux compris entre 23 % et 52 % du niveau américain, qui les rapprochent du niveau japonais.

Production par heure travaillée (États-Unis = 1)



Source : OCDE

■ Et comment explique-t-on ce fléchissement ?

La crise financière de 2007-2008 a fortement réduit les gains de productivité et la croissance économique comme l'avaient fait les chocs pétroliers des années 1970. Ces chocs réduisent en effet la croissance à court et moyen terme par le biais de la baisse des profits et de la chute brutale des investissements qui ralentissent la modernisation de l'appareil productif et n'intègrent plus aussi rapidement les nouvelles technologies. Il faut du temps pour absorber de tels chocs, en espérant ensuite retrouver les tendances du passé : ce n'est visiblement pas le cas aujourd'hui en Europe. Les effets de la Grande Crise sont encore très présents à en juger par le niveau très bas des taux d'intérêt, le niveau élevé des dettes publiques et la fragilité des secteurs bancaires, notamment dans le sud de l'Europe. Pour Robert Gordon et les autres théoriciens de la stagnation séculaire ce fléchissement a des causes plus structurelles : des « [vents contraires](#) » provenant du vieillissement des populations, du stock de dettes publiques, des inégalités et de la stagnation du niveau d'éducation limitent durablement la croissance et les gains de productivité.

■ Mais, la révolution numérique n'est-elle pas porteuse d'innovations et de croissance?

En fait, l'économie numérique ne pèse pas lourd dans le PIB et les baisses de prix dans ce secteur ne font que diminuer son poids. Surtout, l'économie numérique n'induit pas d'innovations majeures (du moins pas encore). Ses applications ne créent pas réellement de nouvelles activités, de nouvelles sources de valeur ajoutée, et ne font que remplacer des activités existantes. Rien de comparable au développement de l'industrie automobile au début du XX^e siècle, qui occupe encore un siècle plus tard la première place dans l'industrie. On y avait certes cru à la fin des années 1990, mais en 2001 la bulle internet a explosé, révélant que l'effet moteur de la « nouvelle économie » tenait surtout à la crainte du bug de l'an 2000, qui avait conduit de très nombreuses entreprises à revoir en profondeur leur système d'information.

■ N'est-ce pas désespérant ?

Je ne le crois pas. Même là où la reprise est la plus poussive, il reste me semble-t-il des raisons d'espérer. En France, par exemple, le chômage est élevé et la priorité doit être de le résorber. À cet égard, le potentiel de main-d'œuvre correspondant, combiné à une démographie encore dynamique, permettrait une croissance supérieure pour un temps au moins à son potentiel de long terme. Même chose du côté de la rénovation de l'appareil productif : le retard pris ces dernières années offre au fond un potentiel de rattrapage important. Reste à se donner les moyens d'investir dans les équipements productifs et la formation.

Propos recueillis par *Isabelle Bensidoun & Jézabel Couppey-Soubeyran*

■ Pour aller plus loin

BERGEAUD A., CETTE G. et LECAT R. [2015], *Gross Domestic Product per Capita in France and in Advanced Economies: the Role of productivity and Employment*, Banque de France, revue Rue de la Banque, n° 11, octobre.

BOSQUET C. et FOUQUIN M. [2009], *Productivité du travail : la fin du processus de convergence ?*, Économie et Statistique, n° 419-420, INSEE.